



Munich Personal RePEc Archive

Unlocking Madagascar's Economic Potential : An In-depth Guide for Investors

RAVELOSON, Rojo Armel and RANDRIAMIZANA, Junot Livah

19 November 2024

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/122726/>
MPRA Paper No. 122726, posted 20 Nov 2024 14:18 UTC

Unlocking Madagascar's Economic Potential

An In-depth Guide for Investors

Décryptage du potentiel économique de Madagascar

Un guide pour les investisseurs

Armel Rojo RAVELOSON 

Junot Livah RANDRIAMIZANA 

Novembre 2024

Abstract

This document examines Madagascar's economic potential and business environment to guide foreign investors toward high-growth sectors. Based on PESTEL and SWOT analyses using the World Bank's Business Ready report, it highlights key advantages: streamlined business registration, low operational costs, and favorable trade conditions. However, challenges persist, including unreliable utilities, limited digital infrastructure, weak regulations, and insufficient competition safeguards. Recommendations focus on strategic investments in digital infrastructure, renewable energy, sustainable agriculture, eco-tourism, and inclusive financial services, promoting sustainable and inclusive economic growth.

Keywords: Business climate, entrepreneurial environment, developing countries, foreign investment, strategic sectors, public infrastructure.

Résumé

Ce document examine le potentiel économique de Madagascar et son environnement des affaires, visant à orienter les investisseurs étrangers vers des secteurs à forte croissance. S'appuyant sur des analyses PESTEL et SWOT combinées, issues du rapport Business Ready de la Banque mondiale, il met en avant des atouts majeurs : des démarches simplifiées pour l'enregistrement des entreprises, des coûts opérationnels réduits et des conditions favorables pour le commerce international. Cependant, le pays fait face à des défis persistants, notamment des infrastructures énergétiques peu fiables, une infrastructure numérique insuffisante, des cadres réglementaires faibles et un manque de mécanismes pour assurer une concurrence équitable. Les recommandations stratégiques portent sur des investissements prioritaires dans l'infrastructure numérique, les énergies renouvelables, l'agriculture durable, l'éco-tourisme et les services financiers inclusifs, afin de favoriser un développement économique durable et inclusif.

Mots clés : Climat des affaires, environnement entrepreneurial, pays en développement, investissement étranger, secteurs stratégiques, infrastructures publiques.

Table des matières

1	Introduction	3
2	Revue de la littérature	3
2.1	Atouts stratégiques des pays en voie de développement dans le monde des affaires . . .	4
2.2	Défis et vulnérabilités des pays en voie de développement dans le domaine des affaires	4
3	Approche méthodologie	5
4	Résultats	5
4.1	Analyse PESTEL	6
4.2	Analyse SWOT	8
5	Discussion	9
6	Recommandations	10
7	Conclusion	11

1 Introduction

Madagascar, pays à revenu faible de l'Afrique subsaharienne, offre un potentiel économique significatif malgré des défis structurels marqués. Ce document a pour objectif principal de fournir aux investisseurs étrangers une compréhension précise et stratégique du climat des affaires malgache, afin d'orienter leurs décisions vers des secteurs à fort potentiel. À travers une analyse détaillée des facteurs économiques, institutionnels, et réglementaires, cette étude vise à dégager les forces et les faiblesses du marché, ainsi que les opportunités et les menaces, pour soutenir une prise de décision éclairée et alignée avec les réalités locales.

Parmi les points forts de l'économie malgache, on relève une simplification des processus de création d'entreprise qui facilite l'entrée sur le marché pour les entrepreneurs nationaux et internationaux. Madagascar a su rendre accessible la phase d'enregistrement des entreprises, ce qui contribue à encourager l'initiative entrepreneuriale locale et à attirer des investissements étrangers. En parallèle, le cadre pour le commerce international est relativement favorable, permettant aux entreprises d'accéder à des processus d'exportation et d'importation simplifiés et à des pratiques commerciales modernes, y compris dans le domaine numérique et durable. La transparence du système fiscal est également un atout pour Madagascar : les procédures de déclaration et d'enregistrement fiscaux sont rendues accessibles, permettant aux entreprises de planifier et gérer leurs finances dans un cadre plus prévisible. Ces atouts constituent des leviers essentiels pour dynamiser l'activité économique et renforcer l'attractivité de Madagascar sur la scène internationale.

Cependant, le pays doit surmonter des défis importants qui limitent son potentiel de croissance. Les services publics, notamment l'accès à l'électricité, à l'eau et à l'internet, présentent des lacunes importantes, marquées par des coupures fréquentes et des coûts élevés. Ces irrégularités dans les infrastructures essentielles augmentent les coûts opérationnels des entreprises, compliquent leur gestion quotidienne, et nuisent à leur compétitivité. De plus, la régulation de la concurrence reste insuffisante, permettant à des monopoles de persister et rendant difficile l'entrée des nouvelles entreprises sur le marché. Cette absence de cadre pour une concurrence équitable limite l'innovation, freine l'émergence de nouveaux acteurs économiques, et contribue à la stagnation des opportunités de croissance. Par ailleurs, le cadre de gestion des entreprises en difficulté, particulièrement en matière de liquidation et d'insolvabilité, reste peu développé et peu numérisé. Les processus de liquidation sont coûteux, longs et manquent de transparence, ce qui décourage les investisseurs potentiels et rend risqué tout engagement dans le pays.

Cette analyse offre ainsi une vue d'ensemble des perspectives d'investissement et des secteurs porteurs, tout en soulignant les contraintes à anticiper pour les investisseurs souhaitant s'implanter à Madagascar. En identifiant les domaines de croissance potentiels, mais aussi les écueils réglementaires et structurels, cette étude propose un cadre stratégique pour maximiser les retours sur investissement dans un contexte malgache en transformation. Plus largement, ce document entend contribuer à un développement économique durable et inclusif, en guidant les initiatives d'investissement vers des secteurs clés pour le renforcement de l'économie nationale et l'amélioration du bien-être de la population malgache.

2 Revue de la littérature

L'environnement des affaires dans les pays en développement est façonné par divers facteurs, notamment les cadres réglementaires, l'accès au financement et le degré de liberté des affaires. Ces éléments influencent de manière significative la croissance économique, les décisions d'investissement et la durabilité environnementale. Il est essentiel de comprendre ces dynamiques pour favoriser une croissance inclusive et attirer les investissements étrangers.

2.1 Atouts stratégiques des pays en voie de développement dans le monde des affaires

Les pays en développement disposent de nombreux atouts commerciaux pouvant être exploités pour stimuler la croissance économique et renforcer leur compétitivité. Parmi ces atouts figurent l'accès à des opportunités de marché spécifiques, une main-d'œuvre en expansion et un potentiel d'innovation soutenu par un esprit entrepreneurial local. A cet effet, selon Dawson (1985), les pays en développement présentent fréquemment des marchés sous-exploités avec une concurrence limitée, offrant ainsi aux entreprises des opportunités d'implantation plus accessibles et un potentiel de croissance important. Comme les pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie qui sont reconnus comme des marchés de croissance majeurs, bénéficiant d'un potentiel économique considérable [3]. Additionnant à cela, ces régions disposent généralement d'une main-d'œuvre à la fois abordable et de plus en plus qualifiée, ce qui peut contribuer à diminuer les coûts opérationnels tout en augmentant la productivité [3].

En outre, le dividende démographique, caractérisé par une population jeune et dynamique, peut jouer un rôle crucial en stimulant l'innovation et en augmentant la consommation, ce qui contribue à dynamiser l'économie et à créer de nouvelles opportunités sur le marché [11]. A cet effet, Togo fait partie des pays en développement où la population est jeune, avec une forte proportion de la population âgée de moins de 30 ans, ce qui crée une main-d'œuvre dynamique [5].

Malgré les multiples atouts dont disposent les pays en développement, ces derniers doivent faire face à divers obstacles qui limitent le dynamisme de leur environnement des affaires. Ces défis incluent des faiblesses institutionnelles, des instabilités politiques et des infrastructures insuffisantes qui, ensemble, freinent l'essor économique et dissuadent les investissements. En dépit de leur potentiel, ces contraintes structurelles imposent des difficultés qui compliquent la croissance durable des entreprises locales et internationales.

2.2 Défis et vulnérabilités des pays en voie de développement dans le domaine des affaires

Les pays en développement font face à diverses faiblesses commerciales qui entravent leur croissance économique et la réussite de l'entrepreneuriat. Ces vulnérabilités résultent de défis institutionnels, politiques et infrastructurels qui, pris ensemble, établissent un environnement peu propice au développement des entreprises. Parmi ces différentes faiblesses, il y a la mauvaise gouvernance et l'instabilité politique qui affectent fortement la liberté des affaires, car des institutions inefficaces engendrent une incertitude accrue et des risques élevés pour les entrepreneurs [2]. Additionnant à cela, il existe des troubles politiques, tels que les coups d'État militaires et les conflits civils, instaurent un climat commercial instable, dissuadent les investissements et compliquent les opérations bancaires, rendant le développement économique plus incertain et risqué [9]. Au Togo, l'instabilité politique exerce une influence considérable sur le climat des affaires, impactant non seulement l'activité économique, mais aussi la confiance des investisseurs nationaux et internationaux. Depuis 1967, la domination continue du clan Gnassingbé a contribué à maintenir un climat d'incertitude politique, dont les effets négatifs sur les performances économiques sont bien documentés, notamment en période de ralentissement économique [12]. Cette instabilité est en outre exacerbée par des pratiques électorales controversées et une alternance politique très limitée. Ces éléments ont engendré des tensions sociales marquées, se traduisant par des boycotts, des manifestations et des mouvements de protestation répétés [7] [6]. Ce contexte politique fragile constitue un frein majeur au développement économique et à la création d'un environnement favorable aux affaires.

De surcroît, des infrastructures de faible qualité freinent les activités commerciales, perturbant la logistique et limitant l'accès aux marchés, des éléments pourtant cruciaux pour le succès des

entreprises [10]. Il y a le cas de Sénégal qui fait face à plusieurs défis dont les infrastructures souvent inefficaces constituent une contrainte supplémentaire, rendant les opérations logistiques plus coûteuses et moins fluides. Ce facteur représente des freins importants pour atteindre une exploitation optimale du potentiel économique et commercial [8].

Ce travail a ainsi pour objectif de fournir des orientations stratégiques aux investisseurs étrangers, en identifiant les secteurs clés où leurs investissements pourraient prospérer à Madagascar. En analysant les opportunités et les défis du marché malgache, cette étude vise à faciliter des décisions éclairées pour un développement économique durable dans la Grande Île.

3 Approche méthodologie

Notre étude du climat des affaires à Madagascar repose sur une analyse combinée du PESTEL et du SWOT, fondée sur les indicateurs du rapport *Business Ready* publié par la Banque mondiale. L'approche PESTEL permet d'identifier les dynamiques externes spécifiques au pays, tandis que le SWOT traduit ces éléments en opportunités et menaces, tout en intégrant les forces et faiblesses du climat d'affaires à Madagascar. Cette méthodologie, inspirée des travaux de Francis Aguilar (PESTEL, 1967) [1] et d'Albert Humphrey (SWOT, années 1960-1970) [4], offre un cadre structuré pour éclairer les décisions stratégiques des entrepreneurs malgaches et des investisseurs étrangers.

L'analyse PESTEL se décline en six dimensions : Politique, Économique, Socioculturel, Technologique, Environnemental et Légal. La dimension politique explore la stabilité institutionnelle, la réglementation des entreprises et les politiques d'investissement étranger, des éléments cruciaux pour favoriser l'essor entrepreneurial. Les facteurs économiques se penchent sur l'inflation, les taux d'intérêt et l'accès aux services financiers, qui influencent la rentabilité et le potentiel de croissance des entreprises, notamment des PME. L'aspect socioculturel se concentre sur les attentes des consommateurs et les normes sociales qui façonnent la demande locale. La composante technologique, quant à elle, examine le développement numérique, essentiel pour la compétitivité, tout en soulignant les défis d'accès limités aux services en ligne. Les dimensions environnementale et légale abordent les normes écologiques et les réglementations, impactant la durabilité des entreprises.

À partir de ces éléments du PESTEL, l'analyse SWOT permet de synthétiser les facteurs externes en opportunités et menaces, tout en mettant en lumière les forces et faiblesses spécifiques du climat d'affaires du pays. Par exemple, la relative facilité d'enregistrement des entreprises constitue une force favorable à l'entrepreneuriat, tandis que la qualité insuffisante des services publics et la faible numérisation des procédures administratives représentent des faiblesses notables. Les opportunités émergent des évolutions identifiées, notamment le potentiel d'amélioration numérique pour attirer des investissements et faciliter les opérations commerciales. En revanche, les menaces engendrées par les incertitudes réglementaires et les retards bureaucratiques peuvent freiner l'initiative entrepreneuriale et nuire à la croissance des PME.

Cette approche méthodologique, ancrée dans les cadres théoriques d'Aguilar et de Humphrey, permet ainsi d'adapter les stratégies d'affaires aux dynamiques du marché malgache, tout en tenant compte des spécificités locales et des défis du climat économique et entrepreneurial.

4 Résultats

En utilisant la méthode PESTEL, qui permet d'examiner l'environnement politique, économique, socioculturel, technologique, environnemental et légal de chaque domaine et en recourant à la méthode SWOT, nous analysons l'environnement des affaires à Madagascar dans le cadre du "Business Ready" publié par la banque mondiale pour l'année 2024. Mais avant cela, il est nécessaire de rappeler que

l'objectif de cet article est de proposer une orientation d'investissement à Madagascar afin que les investisseurs étrangers puissent identifier les secteurs les plus prometteurs pour réussir dans la Grande Île.

4.1 Analyse PESTEL¹

En analysant l'environnement politique, économique, socioculturel, technologique, environnemental et légal de chaque domaine, nous avons pu trouver que :

En premier lieu, pour business entry. L'environnement d'entrée des affaires est globalement favorable, avec peu de contraintes administratives et un coût d'enregistrement abordable pour les entrepreneurs locaux. Cependant, il présente des faiblesses en termes de coordination des services publics, de développement numérique et de durabilité environnementale. Le soutien aux petites entreprises est encouragé, mais des restrictions limitent l'accès aux entrepreneurs étrangers. Le manque d'outils numériques et l'absence d'exigences strictes pour les pratiques durables rendent le processus moins efficace et moins attrayant pour les investisseurs soucieux de l'environnement, bien que les démarches légales restent simples et peu contraignantes.

En second lieu, l'environnement pour l'implantation des entreprises ("Business Location") est caractérisé par une législation simple pour le transfert de propriété, facilitant l'installation hors des grandes villes, où les coûts sont plus abordables. L'accès à la propriété est généralement aisé pour les locaux, bien que des restrictions s'appliquent dans certaines zones pour les étrangers. Cependant, le manque de plateformes d'information foncière en ligne limite l'efficacité, et les normes environnementales sont faibles dans le secteur de la construction, ce qui peut poser des défis pour la durabilité. Par ailleurs, les règles de sécurité et d'environnement sont peu rigoureuses, offrant un environnement de faible régulation pour les entreprises locales mais pouvant décourager les investisseurs plus soucieux des standards écologiques.

En troisième lieu, les services publics ("Utility Services"), comme l'eau, l'électricité et l'internet, sont faiblement régulés, avec des contrôles de qualité limités, et leur coût est élevé, notamment pour l'électricité. La fourniture de ces services est souvent irrégulière, avec des coupures fréquentes qui affectent les entreprises locales. Bien que les services numériques, tels que les paiements en ligne et le support client, soient en développement, ils restent insuffisants pour combler les besoins. De plus, il n'existe pas de normes écologiques pour l'eau et l'électricité, ni de régulation forte pour promouvoir des pratiques durables, ce qui peut être un frein pour les entreprises cherchant un cadre plus écologique et stable pour leurs opérations.

En quatrième lieu, le domaine du travail ("Labor") offre une certaine protection des droits des travailleurs, mais avec une couverture sociale limitée. Bien que le processus d'embauche soit peu contraignant, la main-d'œuvre disponible est en grande partie peu qualifiée, et l'accès à la formation professionnelle est restreint. Les initiatives numériques pour connecter les travailleurs aux services publics sont également peu développées. Par ailleurs, la sensibilisation aux pratiques durables dans le milieu de travail est limitée, et les réglementations en matière de protection sociale restent faibles, ce qui peut freiner les avancées en matière de conditions de travail et de bien-être des employés.

En cinquième lieu, les services financiers ("Financial Services ") sont en phase d'amélioration en termes de régulation, mais un manque de transparence persiste, rendant difficile l'accès au crédit pour les petites et moyennes entreprises (PME), notamment en raison de l'exigence de garanties. Les PME locales rencontrent souvent des obstacles pour obtenir des prêts bancaires, et le développement des paiements électroniques reste lent, limitant les options financières modernes. Par ailleurs, peu

¹Voir annexe pour un tableau récapitulatif.

d'incitations sont mises en place pour encourager la durabilité dans le secteur financier, et la protection des données clients demeure insuffisante, ce qui peut réduire la confiance des investisseurs et limiter l'innovation dans les services financiers.

En sixième lieu, le commerce international ("International Trade") est encouragé par des politiques d'échange, mais celles-ci manquent de clarté, ce qui peut compliquer les transactions. Les coûts pour importer et exporter restent élevés, et les procédures douanières sont souvent lentes, créant des obstacles pour les entreprises, en particulier pour les PME et les femmes qui sont sous-représentées dans ce domaine. Les outils numériques pour la gestion des échanges sont également limités, freinant la modernisation et l'efficacité des processus. De plus, les normes de durabilité dans le commerce international sont peu développées, et les procédures douanières, encore opaques, présentent un risque accru de litiges, ce qui peut décourager les partenaires commerciaux internationaux.

En septième lieu, la fiscalité ("Taxation") est simplifiée dans ses procédures de collecte, mais le soutien aux petites entreprises reste limité. Les taux d'imposition sont jugés élevés, et une meilleure répartition de la charge fiscale est souhaitée pour alléger le fardeau des PME et des ménages à faibles revenus. Le développement des plateformes numériques pour faciliter les démarches fiscales est encore peu avancé, ce qui peut ralentir le traitement et la transparence des processus fiscaux. Par ailleurs, les politiques fiscales tiennent peu compte de l'impact environnemental, et la transparence fiscale reste insuffisante pour les entreprises locales, ce qui peut nuire à l'attractivité et à l'équité du système fiscal pour les investisseurs et entrepreneurs.

En huitième lieu, la résolution des litiges ("Dispute Resolution") est facilitée par des procédures en place, mais celles-ci sont souvent lentes, et les coûts élevés pour les entreprises, notamment les PME, peuvent les dissuader de recourir aux tribunaux. Beaucoup d'entreprises préfèrent éviter les procédures judiciaires à cause des frais importants. De plus, il n'existe pas de plateformes numériques pour déposer des plaintes, ce qui complique davantage le processus. Les incitations pour des résolutions de conflits respectueuses de l'environnement sont également limitées, et le système judiciaire est marqué par des délais et des coûts élevés, ce qui alourdit la gestion des litiges pour les entreprises locales.

En neuvième lieu, la concurrence sur le marché ("Market Competition") est peu régulée, avec un cadre légal limité pour encourager une concurrence équitable. Le manque de lois favorisant l'innovation permet aux monopoles de persister, rendant difficile l'entrée de nouvelles entreprises et limitant les opportunités de croissance pour les acteurs locaux. De plus, l'absence de plateformes pour suivre les informations de marché empêche les entreprises de prendre des décisions informées et stratégiques. Il y a également peu de pressions pour adopter des pratiques écologiques dans la concurrence, ce qui freine les initiatives vers une compétitivité durable et respectueuse de l'environnement.

En dixième et dernier lieu, l'insolvabilité des entreprises à Madagascar révèle un cadre caractérisé par une complexité des processus de liquidation, un manque de digitalisation, des coûts élevés et des délais décourageants pour les entrepreneurs. Le processus de faillite est lourd, peu transparent et non numérisé, ce qui freine la résolution rapide des situations d'insolvabilité. Les possibilités de reprise après faillite sont limitées, ce qui décourage la prise de risques et l'innovation. De plus, il existe peu d'incitations pour des pratiques durables en matière de liquidation, augmentant ainsi les risques d'impacts environnementaux négatifs. Ce manque de transparence et de soutien nuit à la confiance des investisseurs, complique la gestion des faillites pour les créanciers et crée un climat peu favorable à la résilience et au redémarrage des entreprises en difficulté.

4.2 Analyse SWOT²

Ainsi, en se basant sur l'analyse PESTEL, nous pouvons donner les forces, faiblesses, les opportunités et menaces sur les affaires à Madagascar pour l'année 2024.

D'abord, les forces de Madagascar se résident dans la facilitation l'entrée en affaires grâce à des processus d'enregistrement simplifiés et transparents, ainsi qu'à des coûts accessibles, ce qui incite les entrepreneurs locaux à lancer leurs projets. De plus, Madagascar bénéficie de délais et de coûts opérationnels réduits pour la création d'entreprises, ce qui favorise un démarrage rapide et économique pour les entreprises locales et étrangères. Dans le commerce international, le pays dispose d'un cadre réglementaire structuré, incluant des mesures de facilitation pour le commerce digital et durable, ce qui améliore l'accessibilité aux marchés étrangers et la compétitivité des entreprises malgaches sur la scène internationale. Ces forces montrent que Madagascar offre un environnement encourageant pour les affaires, favorisant à la fois l'implantation rapide et la participation active au commerce mondial, des éléments qui renforcent l'attractivité du pays pour les investisseurs et les entrepreneurs.

Par contre, la qualité des services publics, notamment des services digitaux, reste faible, ce qui complique des aspects comme la gestion des bases de données des entreprises et la vérification d'identité électronique. L'infrastructure des services de base, incluant l'eau, l'électricité et Internet, souffre de manque de fiabilité et de durabilité, avec des délais de raccordement souvent longs. De plus, la transparence des informations publiques est limitée, en particulier dans les domaines des statistiques et des registres fonciers, ce qui peut entraver la prise de décision pour les entreprises et les investisseurs. Ces faiblesses montrent des lacunes importantes en termes de services publics, d'infrastructures et de transparence, qui freinent le développement entrepreneurial et diminuent l'attractivité du pays pour les investissements.

Mais tout de même, plusieurs opportunités se manifestent pour renforcer l'environnement des affaires à Madagascar. Tout d'abord, l'amélioration numérique, via l'expansion des services en ligne pour l'enregistrement et les services publics, pourrait accroître l'efficacité de la gestion des entreprises et du commerce. Ensuite, un soutien accru aux PME et à l'entrepreneuriat féminin représente une opportunité majeure pour dynamiser l'économie locale et promouvoir l'égalité des genres. Sur le plan de la durabilité, l'adoption de normes écologiques dans les ressources telles que l'eau et l'électricité pourrait attirer des investissements verts et réduire les impacts environnementaux. Enfin, la promotion du commerce durable, à travers des standards écologiques dans les régulations de permis de construction et dans l'industrie, permettrait à Madagascar de renforcer sa compétitivité internationale tout en préservant ses ressources naturelles. Ces opportunités offrent des perspectives d'amélioration pour un environnement entrepreneurial plus inclusif, moderne et respectueux de l'environnement.

Mais malgré cela, il existe plusieurs menaces pour l'environnement des affaires à Madagascar. Le manque de régulation dans le marché limite la concurrence et favorise les monopoles, ce qui freine l'innovation et réduit les opportunités de croissance pour les nouvelles entreprises. Les défis liés à la durabilité environnementale, comme l'absence de normes pour une utilisation durable des ressources (eau, électricité), risquent d'aggraver les impacts environnementaux et de limiter l'accès aux financements verts. Par ailleurs, le risque de retards bureaucratiques, dû au manque de systèmes numériques pour le transfert de propriété et la gestion des permis, pourrait accroître les coûts et les délais pour les entreprises, décourageant ainsi les investisseurs potentiels. Ces menaces soulignent des risques qui, s'ils ne sont pas adressés, pourraient compromettre la compétitivité de Madagascar et freiner son développement économique durable.

²Voir annexe pour un tableau récapitulatif.

5 Discussion

L'analyse de l'environnement des affaires à Madagascar révèle des aspects contrastés, illustrant à la fois des opportunités pour les investisseurs et des obstacles structurels qui freinent son potentiel économique. En effet, le climat entrepreneurial à Madagascar présente des conditions d'entrée relativement favorables. Les résultats de l'étude PESTEL et SWOT montrent que les démarches pour enregistrer une entreprise sont simples et peu coûteuses, facilitant ainsi l'installation des entrepreneurs locaux et encourageant les nouvelles initiatives. Ces caractéristiques rejoignent la littérature, qui souligne que les marchés des pays en développement, tels que Madagascar, offrent souvent des opportunités sous-exploitées et une concurrence limitée, ce qui permet aux entreprises d'accéder plus facilement aux marchés locaux [3]. Cette facilité d'accès constitue un atout important pour attirer des investissements dans des secteurs encore peu développés.

L'analyse de l'environnement des affaires à Madagascar, réalisée à travers les méthodes PESTEL et SWOT, met en lumière les multiples aspects influençant le climat d'investissement dans le pays, avec une orientation claire vers l'identification des secteurs les plus propices aux investisseurs étrangers. Dans la littérature, il est communément admis que les pays en développement, comme Madagascar, possèdent de nombreux atouts économiques mais font également face à des obstacles structurels, ce qui se reflète dans les résultats de l'étude [3]. Le pays présente des éléments favorables à l'investissement, tels qu'un environnement d'entrée en affaires accessible, avec des coûts d'enregistrement relativement bas et des processus d'implantation simples. Cela correspond aux conclusions de divers chercheurs qui soulignent l'attrait des marchés en développement pour les investisseurs, en raison de leur potentiel de croissance et de leur faible concurrence initiale [3].

Cependant, les faiblesses structurelles de Madagascar, telles que la qualité insuffisante des infrastructures publiques et le manque de services numériques, compliquent la gestion et le développement des entreprises. Dans la revue de la littérature, les obstacles infrastructurels et numériques sont courants dans les pays en développement, freinant la compétitivité et la transparence des affaires [10]. Ces lacunes à Madagascar sont particulièrement visibles dans les services publics essentiels comme l'eau, l'électricité et l'internet, où les interruptions et les coûts élevés sont fréquents, une situation qui s'accorde avec le constat général selon lequel les infrastructures de faible qualité entravent la croissance économique dans les économies émergentes [8].

En matière de régulation et de sécurité juridique, l'analyse PESTEL révèle une simplification législative pour les transferts de propriété, favorable aux investisseurs locaux, bien que des restrictions persistent pour les étrangers dans certaines zones. La revue de la littérature aborde également l'importance de la stabilité politique et de la clarté des réglementations dans l'attrait des investissements, notant que l'instabilité politique et les réglementations floues dissuadent les entreprises [2] [9]. Madagascar connaît une fragilité similaire avec des réglementations incomplètes pour l'environnement et la durabilité, qui peuvent décourager les entreprises éthiquement engagées. Cela rejoint les observations faites par des auteurs comme [11], qui soulignent que l'absence de standards écologiques constitue un frein majeur pour les investisseurs modernes.

La main-d'œuvre à Madagascar, bien qu'abondante et relativement abordable, est largement peu qualifiée, ce qui limite les perspectives d'innovation et de croissance des entreprises, en particulier dans des secteurs à haute valeur ajoutée. Ce manque de qualification est accentué par un accès limité à la formation professionnelle, une problématique souvent observée dans les pays en développement où le dividende démographique est important mais mal exploité en raison des faiblesses dans les systèmes éducatifs et de formation [11]. En outre, des aspects comme le manque de digitalisation dans les services financiers, la transparence limitée et la lente adoption des paiements électroniques réduisent l'efficacité du secteur financier à Madagascar, une faiblesse également notée dans les écrits

économiques qui pointent l'importance de la numérisation pour faciliter l'accès au crédit et stimuler les PME [10].

Parmi les forces de Madagascar, l'analyse SWOT identifie la simplicité des processus d'entrée et les coûts abordables, des caractéristiques favorables à l'implantation d'entreprises locales et étrangères. Ces éléments sont alignés avec les analyses de la littérature sur les économies en développement, qui montrent que des processus d'entrée simplifiés et une réglementation d'entrée peu contraignante encouragent les activités entrepreneuriales locales [3]. Cependant, le manque de transparence dans les informations publiques, notamment en matière de données statistiques et de registres fonciers, constitue un frein pour la prise de décision des entreprises et des investisseurs, une faiblesse commune aux économies où les systèmes administratifs restent rigides et peu modernisés [5].

En termes d'opportunités, Madagascar pourrait bénéficier de l'amélioration des services numériques, avec des perspectives de croissance pour les PME et un soutien accru à l'entrepreneuriat féminin, un levier important pour renforcer l'économie locale et promouvoir l'égalité des genres. Cela rejoint les recommandations de divers chercheurs, qui soulignent l'impact positif de l'inclusivité dans le secteur entrepreneurial pour stimuler l'innovation et la diversité économique [11]. De plus, l'adoption de normes écologiques dans les secteurs des ressources, comme l'eau et l'électricité, pourrait attirer les investisseurs intéressés par des projets durables, une tendance croissante dans le contexte global actuel [5].

Toutefois, les menaces relevées dans l'analyse PESTEL, telles que le manque de régulation sur la concurrence et les défis liés à la durabilité environnementale, posent des risques pour la compétitivité de Madagascar. La persistance de monopoles et l'absence de lois favorisant l'innovation constituent des obstacles importants pour l'entrée de nouvelles entreprises et limitent les perspectives de croissance, un problème souvent observé dans les marchés peu régulés où les structures monopolistiques freinent la diversification économique [2]. En parallèle, les risques bureaucratiques et le manque de digitalisation dans des domaines comme le transfert de propriété ou la gestion des permis augmentent les coûts et les délais, décourageant potentiellement les investisseurs et freinant la modernisation des processus économiques [12].

6 Recommandations

En fonction des analyses PESTEL et SWOT pour Madagascar, voici quelques recommandations pour les investisseurs étrangers souhaitant investir dans des secteurs porteurs dans le pays. Premièrement, on recommande aux investisseurs, qu'ils soient nationaux ou internationaux, d'investir dans le secteur des **Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)**, puisque le développement des services numériques reste un domaine sous-exploité à Madagascar, et l'expansion des services en ligne pourrait améliorer l'efficacité et l'accessibilité des entreprises. En investissant dans les infrastructures numériques, les investisseurs peuvent participer à une croissance rapide de ce secteur. À cet effet, les investisseurs devraient viser des projets qui introduisent de nouvelles plateformes digitales pour des processus tels que l'enregistrement des entreprises, la gestion de la propriété foncière et les paiements électroniques.

Deuxièmement, investir dans les **énergies renouvelables et services publics** offre encore des opportunités, étant donné que la demande pour des services publics fiables est élevée, mais la qualité de services comme l'eau et l'électricité reste faible. L'absence de normes environnementales strictes offre un potentiel de développement dans les énergies renouvelables (solaire, éolien) pour répondre à la demande croissante. Ainsi, investir dans des projets d'énergies renouvelables pour stabiliser l'approvisionnement en énergie permettrait de réduire les coûts et les coupures fréquentes qui affectent actuellement les entreprises locales. Ce secteur attire les investisseurs sensibles aux enjeux

de durabilité.

Troisièmement, le **secteur agricole et agroalimentaire** est encore sous-exploité à Madagascar. Le pays possède un potentiel agricole important. La modernisation de l'agriculture et de l'agro-industrie pourrait stimuler la productivité et permettre l'accès à de nouveaux marchés d'exportation. Par conséquent, il est essentiel d'investir dans des infrastructures modernes pour l'agriculture (ex. : technologies de l'irrigation, mécanisation) et de soutenir la transformation des produits agricoles pour la consommation locale et internationale.

Quatrièmement, le **secteur du tourisme éco-responsable** présente encore une opportunité à exploiter, étant donné que Madagascar est riche en biodiversité unique. Le développement du tourisme écologique permettrait d'attirer un public international tout en protégeant les ressources naturelles. Par conséquent, les investisseurs pourraient explorer des projets d'hébergement éco-responsable et des circuits touristiques durables qui respectent l'environnement, tout en bénéficiant des opportunités offertes par le tourisme mondial.

Enfin, il est également recommandé d'investir dans les **services financiers et fintech** parce que l'accès limité au crédit et aux services financiers modernes freine le développement des PME. Le secteur des services financiers, y compris les fintechs, présente un fort potentiel pour combler ce manque. Ainsi, investir dans des solutions de financement innovantes, comme les plateformes de microcrédit ou de paiement mobile, peut faciliter l'inclusion financière des PME et contribuer à la croissance économique locale.

Ces recommandations peuvent aider les investisseurs à exploiter les atouts de Madagascar tout en contribuant à l'amélioration de son environnement économique et social. En s'engageant dans des secteurs stratégiques tels que les technologies de l'information, les énergies renouvelables, l'agriculture, le tourisme durable, et les services financiers, les investisseurs ne se contentent pas de rechercher un retour sur investissement, mais participent également au développement du pays. Le renforcement de ces secteurs peut stimuler la création d'emplois, améliorer l'accès aux infrastructures essentielles et promouvoir une croissance économique plus inclusive. En parallèle, les investissements dans des projets durables et respectueux de l'environnement peuvent contribuer à préserver la biodiversité unique de Madagascar, favorisant un équilibre entre développement économique et protection de l'écosystème. Ainsi, en s'alignant sur les besoins et opportunités locales, les investisseurs peuvent non seulement sécuriser leur position dans une économie en croissance, mais également jouer un rôle significatif dans l'amélioration des conditions de vie et le renforcement de la résilience de la société malgache.

7 Conclusion

À la lumière de tout ce qui a été dit, nous pouvons dire que l'environnement des affaires à Madagascar met en évidence un potentiel d'investissement substantiel, bien que des défis structurels importants subsistent. Le pays bénéficie d'une entrée en affaires relativement simplifiée, avec des coûts accessibles, attirant ainsi les entrepreneurs locaux et internationaux. Les secteurs tels que les technologies numériques, les énergies renouvelables, l'agriculture modernisée, le tourisme écologique et les services financiers offrent des opportunités prometteuses pour les investisseurs étrangers.

Cependant, des obstacles structurels, notamment la faible qualité des infrastructures publiques (eau, électricité, internet), un cadre réglementaire peu favorable à la concurrence, et un manque de digitalisation dans les services administratifs, freinent la croissance économique durable. Pour attirer davantage d'investissements et soutenir un développement inclusif, il est recommandé d'améliorer les services publics, de renforcer la régulation de la concurrence, et de promouvoir des pratiques

écologiques.

En investissant dans des projets stratégiques et durables, les investisseurs peuvent non seulement générer des rendements mais aussi contribuer au progrès socio-économique de Madagascar, favorisant ainsi un équilibre entre croissance économique et préservation environnementale.

En perspective, Madagascar pourrait renforcer son attractivité en misant sur la modernisation de ses infrastructures et en accélérant la transformation numérique. Un partenariat public-privé dans les secteurs des services publics essentiels, comme l'eau et l'électricité, permettrait de stabiliser l'environnement opérationnel pour les entreprises et de répondre aux besoins croissants de la population.

De plus, en promouvant une régulation plus stricte de la concurrence et en développant des normes écologiques, Madagascar pourrait attirer des investisseurs soucieux de durabilité. Les gouvernements et les organisations internationales pourraient jouer un rôle clé en soutenant des initiatives de formation professionnelle pour élever les compétences de la main-d'œuvre locale, en particulier dans les domaines technologiques et écologiques, renforçant ainsi l'innovation et la résilience économique du pays.

Annexe

Forces	Faiblesses
Facilité d'entrée des entreprises : Madagascar obtient de bons résultats dans l'entrée en affaires avec des pratiques simplifiées pour l'enregistrement des entreprises et une transparence du processus de taxation.	Services publics et digitaux : La qualité des services publics est faible, surtout dans les services publics digitaux, comme la base de données des entreprises et la vérification d'identité électronique.
Efficacité opérationnelle : Le pays présente des délais et coûts de création d'entreprise relativement faibles pour les entreprises nationales et étrangères.	Infrastructure utilitaire : Les services de base, tels que l'eau, l'électricité, et l'internet, manquent de fiabilité et de durabilité environnementale, et les délais de raccordement sont longs.
Commerce international : Le cadre réglementaire du commerce international est bien établi, avec des mesures de facilitation du commerce digital et durable et une coopération active dans les accords commerciaux.	Manque de données et transparence : La transparence des informations publiques est limitée, notamment pour les statistiques et la couverture des registres fonciers.
Opportunités	Menaces
Amélioration numérique : L'expansion des services numériques, tels que les enregistrements et services publics en ligne, offrirait une meilleure interopérabilité et efficacité dans la gestion des entreprises et du commerce.	Concurrence du marché : Un manque de régulation et de documents d'orientation pour l'application des lois sur la concurrence peut entraver l'innovation et favoriser les monopoles.
Soutien aux PME et entrepreneuriat féminin : Une plus grande accessibilité des programmes publics pour soutenir les petites entreprises et les entrepreneuses pourrait renforcer l'économie locale et promouvoir l'égalité des genres.	Défis de la durabilité environnementale : L'absence de normes et d'incitations pour une utilisation durable des ressources (eau, électricité) peut aggraver les impacts environnementaux et limiter l'accès aux investissements verts.
Promotion du commerce durable : En adoptant des standards écologiques dans les réglementations des permis de construction et des industries, Madagascar pourrait améliorer sa compétitivité en commerce international tout en préservant l'environnement.	Risque de retards bureaucratiques : Le manque de systèmes numériques et de services interconnectés pour le transfert de propriété et la gestion des permis peut augmenter les coûts et les délais, décourageant les investisseurs.

Domaine	Politique	Économique	Socioculturel	Technologique	Environnemental	Légal
Business Entry	Règles peu strictes, services publics mal coordonnés.	Enregistrement simplifié, coûts abordables.	Encouragement des petites entreprises, restrictions pour étrangers.	Outils numériques limités.	Exigences faibles en durabilité.	Vérifications d'identité limitées.
Business Location	Lois simples sur transfert de propriété.	Coûts élevés en zones urbaines.	Accès à la propriété pour locaux, restrictions pour étrangers.	Manque d'information foncière en ligne.	Normes environnementales faibles.	Règles de sécurité peu rigoureuses.
Utility Services	Régulations limitées, quelques contrôles de qualité.	Coût élevé, surtout électricité.	Coupures fréquentes pour entreprises.	Développement numérique en cours.	Absence de standards écologiques.	Réglementation faible en durabilité.
Labor	Droits protégés, faible couverture sociale.	Peu d'obstacles à l'embauche, main-d'œuvre peu qualifiée.	Accès limité à la formation.	Initiatives numériques rares.	Sensibilisation limitée aux pratiques durables.	Réglementation faible en protection sociale.
Financial Services	Régulation en amélioration, manque de transparence.	Accès limité au crédit pour PME.	Difficulté d'accès aux prêts.	Développement des paiements électroniques.	Incitations faibles pour durabilité.	Garanties complexes, protection des données insuffisante.
International Trade	Échanges encouragés, règles peu claires.	Coûts élevés d'import/export.	Faible présence de PME dans le commerce international.	Outils numériques limités.	Normes durables peu développées.	Procédures douanières peu claires.
Taxation	Simplification des collectes fiscales.	Taux d'imposition élevés.	Charge fiscale élevée pour PME.	Peu de plateformes numériques.	Politiques fiscales négligent l'impact environnemental.	Transparence fiscale insuffisante.
Dispute Resolution	Procédures lentes.	Coûts élevés de litiges.	Préférence pour éviter les tribunaux.	Absence de plateformes numériques.	Peu d'incitations écologiques.	Délais et coûts élevés.
Market Competition	Peu de lois pour encourager concurrence.	Monopoles bloquent nouvelles entreprises.	Croissance limitée pour entreprises locales.	Absence d'informations de marché.	Peu de pressions écologiques.	Manque de cadre légal.
Business Insolvency	Liquidation complexe, non numérisée.	Peu de possibilités de reprise rapide.	Faillites longues et coûteuses.	Absence de service numérique.	Faibles incitations en liquidation.	Lois peu transparentes, processus lourd.

Références

- [1] Aguilar, F. (1967). *Scanning the business environment*. Macmillan.
- [2] Audi, M., et al. (2024). Political instability and business environments in Africa. *Journal of African Studies*.
- [3] Dawson, R. (1985). Underexploited markets in developing countries. *New York Economic Editions*.
- [4] Humphrey, A. (1970). *Strategic management techniques*. Stanford University.
- [5] Karlen, J., & Rother, M. (2023). Dynamic populations and development in developing countries. *World Development Journal*.
- [6] Kohnert, D. (2020). Political instability and its implications in Africa. *African Studies Quarterly*.
- [7] Kohnert, D. (2021). The role of political instability in Africa. *African Review of Economics and Finance*.
- [8] Marchat, J., et al. (2005). Infrastructure challenges in Senegal. *African Economic Review*.
- [9] Onyiriuba, L. (2016). *Risk management in Sub-Saharan Africa*. African Business Press.
- [10] Panda, S., & Dash, R. (2014). Infrastructure and economic development in developing countries. *Economic Policy Studies*.
- [11] Punnett, B. (2017). Entrepreneurship dynamics in developing economies. *International Journal of Business*.
- [12] Yogo, T., & Yogo, M. (2021). Impact of political instability on Togo's economy. *Journal of Development Economics*.